

Source : [www.olucome.bi](http://www.olucome.bi)

**COMMUNIQUE DE PRESSE N°19/OLUCOME/12/07 PORTANT SUR LE  
PREAVIS DE GREVE GENERALE LANCEE PAR LA COSYBU ET LA  
CSB**

L'OLUCOME constate amèrement que la paralysie des activités dans les services étatiques et para étatiques devient de plus en plus une démarche de routine des fonctionnaires de l'Etat pour revendiquer leurs droits ou exiger quoi que ce soit de leurs dirigeants. Les mouvements de grève répétitifs dans différents services de presque tous les Ministères semblent faire tache d'huile dans tous les services de la vie nationale, en témoigne l'annonce faite par les deux centrales des syndicats qui menacent d'arrêter le travail ce lundi 03 décembre 2007. Et si cette situation devait se laisser banaliser, son aboutissement n'est autre que l'effondrement total de l'Economie burundaise, actuellement à l'agonie, et la dégradation totale des conditions de vie des burundais.

Il s'agit en fait d'une des plus dangereuses formes de malversations économiques compte tenu de l'irréparable perte journalière enregistrée par le trésor public. Les revendications des fonctionnaires devraient attirer l'attention de tout un chacun. Et si les centrales des syndicats, COSYBU et CSB, viennent de menacer d'entrer en mouvement de grève, on ne pourrait estimer les calamiteuses conséquences sur la vie du pays.

En effet, si la menace de ces centrales des syndicats venait à se concrétiser pour une période d'un mois, avec environs cinquante huit mille (58.000) fonctionnaires dont trente sept mille (37.000) enseignants, douze mille (12.000) non enseignants et huit mille (8000) contractuels, cinq milliards cents millions de nos francs (5.100.000.000 fbu)<sup>1</sup> représentant le salaire mensuel seraient perdus. **Pour le cas d'espèce le contribuable perdra 510 000 000 fbu pour les seuls trois jours d'arrêt de travail. A cela il faut ajouter les recettes publiques qui ne seront plus perçues, le choc**

---

<sup>1</sup> Si on s'en tient aux données tirées du Ministère de l'Economie et celui de la Fonction Publique.

Source : [www.olucome.bi](http://www.olucome.bi)

**psychologique de la population victime qui ne sait plus à quel point se vouer ainsi que bien d'autres conséquences fâcheuses.**

Malheureusement, face à cette grave situation, les responsables politico-administratifs semblent négliger l'ampleur des questions au lieu de manifester la volonté de leur trouver des solutions efficaces et durables.

Face à cette situation, l'OLUCOME trouve raisonnable ce qui suit :

1° L'entière responsabilité incombe au gouvernement, premier responsable de toute la vie nationale. Dans pareilles situations, le gouvernement doit user de tous les moyens possibles pour se réconcilier avec les travailleurs syndiqués et non syndiqués afin de les maintenir au travail. Ceci suppose une concertation et une garantie réciproque quant au respect des engagements des uns et des autres. L'Observatoire recommande au Gouvernement **de penser à l'harmonisation des salaires** en vue de garantir l'équité et arrêter les revendications incessantes au sein des différents ministères;

2° Les travailleurs, quoique leurs revendications soient fondées, peuvent user de toute sagesse dans la recherche des solutions à leurs revendications sans devoir recourir à la démarche la plus pire. La paralysie du travail ne résout à rien mais plutôt aggrave la situation dont on voulait améliorer. L'Observatoire recommande de privilégier la prise de décision concertée et **recourir même à la médiation.**

3° L'OLUCOME recommande au gouvernement de mettre en place **un cadre tripartite permanent de dialogue** pour résoudre toutes les questions sociales à temps en vue d'éviter les mouvements de grèves devenus une habitude dangereuse pour l'économie burundaise.

Source : [www.olucome.bi](http://www.olucome.bi)

Fait à Bujumbura le 01/12/2007

Pour l'OLUCOME

Jean Bosco HABARUGIRA

Porte parole Adjoint